

ecovadis

Rapport d'évaluation RSE EcoVadis

Entreprise évaluée:
LEADES SAS

Score global: 84/100
septembre 2026

Performance RSE :Avancée

Taille: S
Pays du siège social: France
Opérations dans un ou des pays à risque: Non
Secteur d'activité: Programmation informatique; conseils et activités connexes

© 2026 EcoVadis SAS

TABLE DES MATIÈRES

1. Vue d'ensemble de la performance RSE
2. Avantages de l'évaluation
3. Processus d'évaluation
4. Méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis
    A. Quatre thèmes et 21 critères
    B. Sept indicateurs de management
5. Comprendre une fiche d'évaluation
    A. Données quantitatives : scores et critères activés
    B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration
    C. Échelle de notation
6. Environnement
7. Social et Droits Humains
8. Éthique
9. Achats Responsables
10. Observations « Veille 360° »
11. Commentaires spécifiques
12. Nous contacter
13. Annexe:Profil de risque secteur

À PROPOS DE LA RSE

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) désigne l'engagement continu des entreprises à agir de manière responsable par l'intégration volontaire de préoccupations sociales et environnementales à leurs opérations commerciales. La RSE va au-delà du simple respect des réglementations, elle s'intéresse à la façon dont les entreprises gèrent leurs impacts économique, social et environnemental, ainsi que leurs relations avec leurs parties prenantes (par ex. : collaborateurs, partenaires commerciaux, gouvernement).

À PROPOS DE L'ÉVALUATION

Conformément à la méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis, nous évaluons les politiques et actions des entreprises, ainsi que les rapports qu'elles publient sur l'environnement, le social et les droits de l'homme, l'éthique et les achats responsables. Notre équipe d'experts internationaux analyse et recoupe des données d'entreprises (documents justificatifs, observations « Veille 360° », etc.) pour créer des évaluations fiables et personnalisées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

À PROPOS D'ECOVADIS

EcoVadis propose l'une des principales solutions de suivi RSE dans les chaînes d'approvisionnement globales. En alliant technologie innovante et

Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, modifiée ou distribuée sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite préalable d'EcoVadis. Document fourni par contrat pour l'usage exclusif de l'abonné :

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

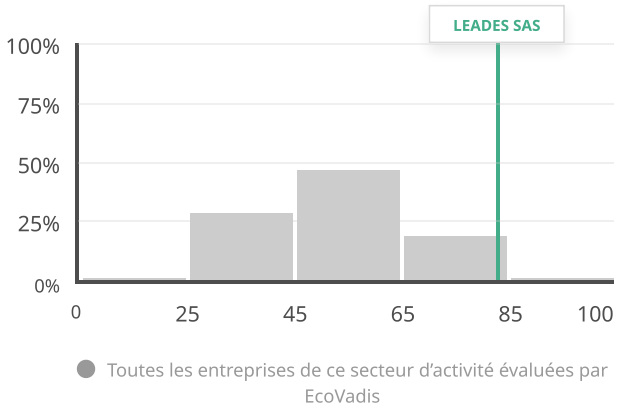
1.VUE D'ENSEMBLE DE LA PERFORMANCE RSE

Détail du score

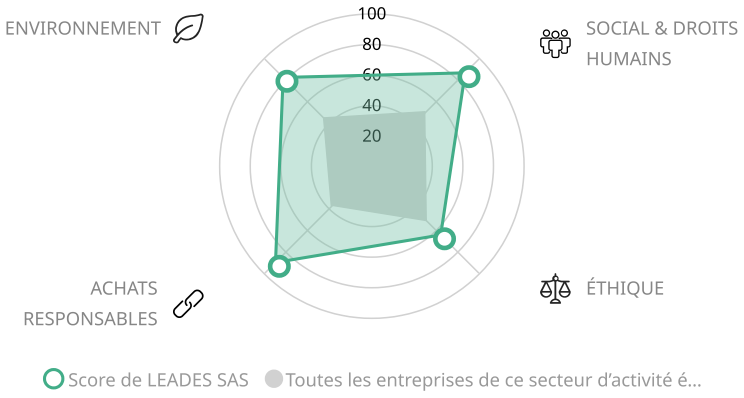
Performance RSE — Insuffisante — Partielle — Adaptée — Avancée — Excellente — Score moyen

SCORE GLOBAL	ENVIRONNEMENT	SOCIAL & DROITS HUMAINS	ÉTHIQUE	ACHATS RESPONSABLES
84 / 100	83 / 100	87 / 100	64 / 100	90 / 100
97ème percentile	Poids	Poids	Poids	Poids

Répartition du score global



Comparaison des scores de thème





LEADES SAS a reçu une médaille d'or pour sa performance RSE. Cette récompense signifie que l'entreprise figure dans le top des entreprises évaluées par EcoVadis au cours des douze derniers mois.

Plan d'actions correctives en cours

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. LEADES SAS a mis en place un plan d'actions correctives et travaille à l'amélioration de son système de gestion RSE.

**Vous recevez ce score/cette médaille sur la base des informations communiquées et des news mises à la disposition d'EcoVadis au moment de l'évaluation. Si des informations ou des circonstances changent sensiblement au cours de la période de validité de la fiche d'évaluation/médaille, EcoVadis se réserve le droit de retirer temporairement la fiche d'évaluation/médaille de l'entreprise, afin de réévaluer et de publier/d'octroyer éventuellement une fiche d'évaluation/médaille révisée.*

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

2.AVANTAGES DE L'ÉVALUATION

Comprendre:

Obtenir une vision claire de la performance RSE d'une entreprise. La fiche d'évaluation est le résultat final d'une évaluation EcoVadis. Elle inclut une notation et une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise sur quatre thèmes, sur une échelle de 0 à 100, et souligne les forces ainsi que les points d'amélioration.

Situer une entreprise par rapport à son secteur d'activité. Obtenir une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise par rapport à son secteur d'activité avec un graphique de distribution des scores et comparaisons des scores de thème.

Identifier les tendances du secteur d'activité.Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

Communiquer:

Répondre aux besoins du client. De plus en plus d'entreprises s'interrogent sur la performance environnementale et sociale de leurs partenaires commerciaux. L'évaluation EcoVadis permet aux entreprises de démontrer leur engagement.

Tirer parti d'un outil de communication unique. Grâce à la fiche d'évaluation EcoVadis, les entreprises échappent à la lassitude des audits et peuvent simplement partager une évaluation unique avec tous les clients qui en font la demande.

3.PROCESSUS D'ÉVALUATION

1

Demande client

Les responsables achats, RSE, EHS et durabilité au sein des entreprises qui souhaitent évaluer les risques de RSE au sein de leur chaîne d'approvisionnement demandent une évaluation EcoVadis pour leurs partenaires commerciaux.

2

Questionnaire

En fonction des facteurs de risque RSE spécifiques d'une entreprise, un questionnaire personnalisé est créé. Il contient 20 à 50 questions adaptées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

3

Analyse des documents

Les entreprises doivent fournir des documents justificatifs avec leurs réponses au questionnaire. Ces documents sont examinés par nos analystes.

4

Informations publiques

Les informations de l'entreprise rendues publiques, la plupart du temps sur le site web de l'entreprise, sont également recueillies comme preuve de sa performance RSE.

5

Observations « Veille 360° »

Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, identifiées via plus de 10 000 sources de données. Elles peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.

6

Analyse experte

Nos analystes combinent tous ces éléments pour créer une fiche d'évaluation unifiée par entreprise.

FICHE D'ÉVALUATION



Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

4.MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION RSE ECOVADIS

A. Quatre thèmes et 21 critères

Les évaluations EcoVadis portent sur 21 enjeux regroupés en 4 thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables). Les 21 enjeux ou critères sont tirés de normes RSE internationales, telles que les principes du Pacte Mondial, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Global Reporting Initiative (GRI), la norme ISO 26000 et les principes de CERES.

21 critères RSE

1. ENVIRONNEMENT

OPÉRATIONS
- Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre
- Eau
- Biodiversité
- Pollution de l'air
- Matières premières, produits chimiques et déchets

PRODUITS
- Utilisation du produit
- Fin de vie du produit
- Santé et sécurité des consommateurs
- Promotion et services environnementaux

2. SOCIAL & DROITS HUMAINS

RESSOURCES HUMAINES
- Santé et sécurité des employés
- Conditions de travail
- Dialogue social
- Gestion des carrières et formation

DROITS HUMAINS
- Travail des enfants, travail forcé et trafic d'êtres humains
- Diversité, équité & inclusion
- Droits humains des parties prenantes externes

3. ÉTHIQUE
- Corruption
- Pratiques anticoncurrentielles
- Gestion responsable de l'information

4. ACHATS RESPONSABLES
- Pratiques environnementales des fournisseurs
- Pratiques sociales des fournisseurs

B. Sept indicateurs de management

Les évaluations EcoVadis mesurent la qualité du système de gestion RSE d'une entreprise en examinant sept indicateurs de management. Ces derniers sont utilisés pour personnaliser davantage l'évaluation. Ils permettent de pondérer les quatre thèmes et 21 critères RSE suivants.



Politiques (pondération : 25 %)

1. Politiques : déclarations, politiques, objectifs, gouvernance
2. Adhésion : adhésion à des initiatives RSE externes

Actions (pondération : 40 %)

3. Mesures : mise en place de mesures et d'actions (p. ex. : procédures, formation, équipement)
4. Certifications : Certifications et labels (par ex. : ISO 14001)
5. Déploiement : déploiement de mesures et d'actions

Résultats (pondération : 35 %)

6. Rapports : rapports sur les indicateurs clés de performance (KPI)
7. 360° : condamnations, controverses, récompenses

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

5.COMPRENDRE UNE FICHE D'ÉVALUATION

Pour mieux comprendre le score global, consultez les données quantitatives (scores de thème et critères activés) et les données qualitatives (forces et points d'amélioration).

A. Données quantitatives : scores et critères activés

Scores de thème :

Tout comme le score global, les scores de thème sont notés sur une échelle de 1 à 100.

Critères activés :

Chacun des quatre thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables) s'accompagnent de critères spécifiques associés. Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Non activé

Si certains critères ne sont pas activés, le problème associé spécifique n'est pas pertinent ou présente un risque de RSE très faible pour cette entreprise.

Moyenne

Les critères d'importance moyenne sont des problèmes qui présentent un risque de RSE, mais qui ne sont pas les plus urgents à résoudre.

Élevée

Les critères de haute importance sont des problèmes pour lesquels l'entreprise fait face au plus grand risque de RSE.

! Pays à risque uniquement

Les critères classés comme « Pays à risque uniquement » sont activés si l'entreprise mène des opérations significatives dans un ou plusieurs pays à risque.

B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration

Les données qualitatives permettent de comprendre de façon plus détaillée le score d'une entreprise. Pour chaque thème, vous voyez apparaître les forces (éléments positifs du système de management RSE) et les points d'amélioration (éléments du système de management RSE à améliorer) attribués à l'entreprise. Les forces et points d'amélioration sont répartis en fonction de trois niveaux de gestion (Politiques, Actions, Résultats) et sont également classés par priorité.

Tous les points d'amélioration sont automatiquement ajoutés au plan d'actions correctives de l'entreprise. Ils sont pré-classés par priorité. Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback.

C. L'échelle de notation

0 - 24	Insuffisante	Aucun engagement ou aucune action concrète en matière de RSE. Preuve de certains manquements (par ex. : pollution, corruption).
25 - 44	Partielle	Aucune approche structurée en matière de RSE. Peu d'engagements ou d'actions concrètes sur des problèmes clés. Rapports partiels sur les indicateurs clés de performance. Certification partielle ou présence ponctuelle d'un label sur les produits.
45 - 64	Adaptée	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs. Rapports basiques sur des actions ou des indicateurs clés de performance.
65 - 84	Avancée	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE significatifs sur des actions et des indicateurs clés de performance.
85 - 100	Excellente	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur tous les problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE complets sur des actions et des indicateurs clés de performance. Pratiques innovantes et distinctions externes.

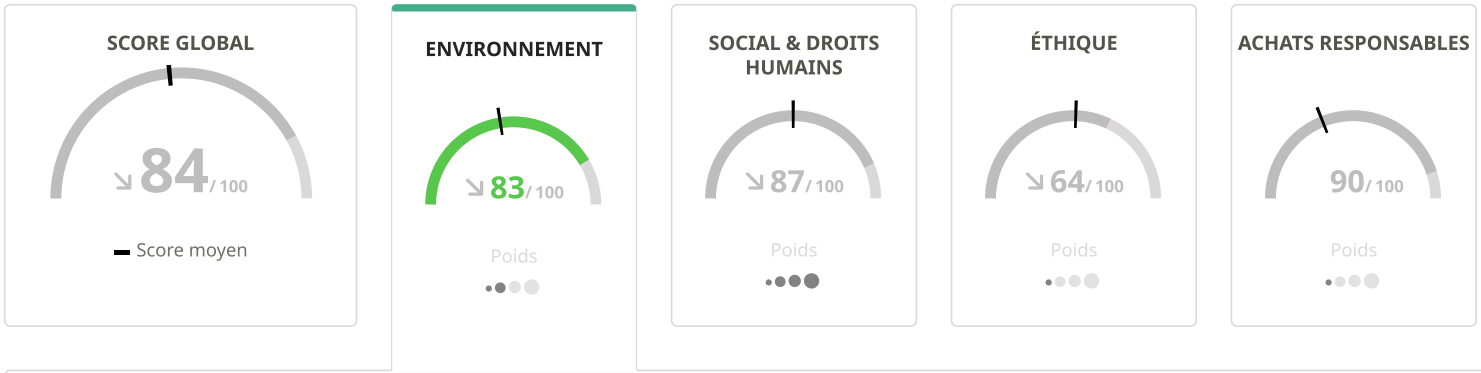
Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

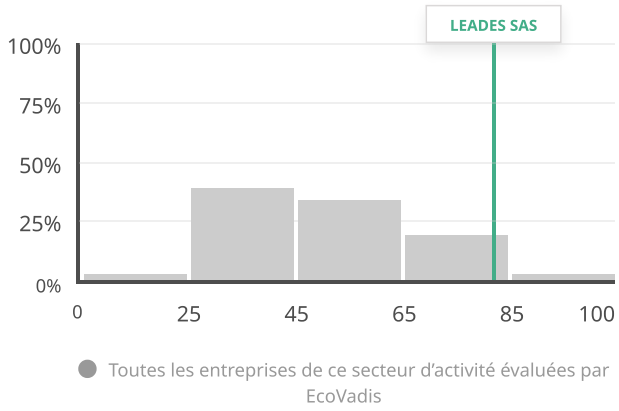
6.ENVIRONNEMENT

Ce thème tient compte à la fois des facteurs opérationnels (par ex. : consommation d'énergie, gestion des déchets) et de la gestion du produit (par ex. : fin de vie du produit, problèmes de santé et de sécurité des consommateurs).

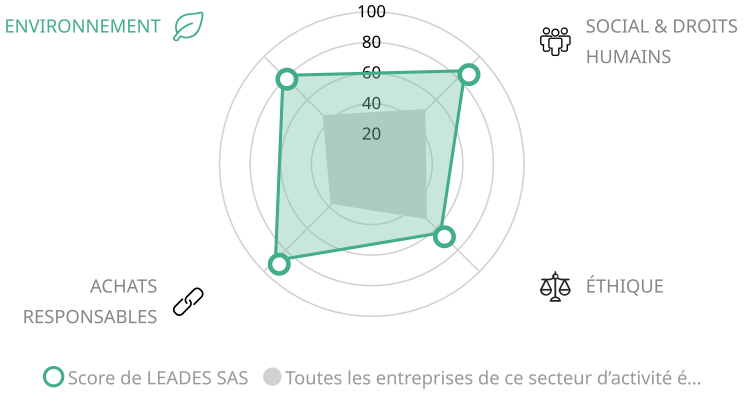
Détail du score pour le thème Environnement



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Environnement : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Environnement : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés

© 2026 EcoVadis SAS

Environnement

Poids

Forces

Politiques

Mention du champ d'application de la politique environnementale

Attribution de responsabilités dédiées pour la politique environnementale

Mécanisme de révision et de modification de la politique environnementale en place

Adhésion au Pacte Mondial des Nations unies (PMNU)

Informations

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative politique stratégique destinée aux entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement, de l'éthique et des achats responsables. L'entreprise est signataire officiel de cette initiative.

Conseils

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative de politique stratégique des Nations Unies visant à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques durables, responsables sur les plans environnemental et social, et à rendre compte de leur mise en œuvre. Les entreprises signent l'initiative, puis sont tenues de fournir un aperçu de leur système de gestion dans un cadre de présentation obligatoire (publication annuelle d'une communication sur les progrès accomplis [COP]).

Objectifs quantitatifs fixés concernant les déchets

Politique environnementale sur les déchets

Politique environnementale sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

Politique exceptionnelle sur les grands enjeux environnementaux

Informations

La politique a publié un document de politique qui est exceptionnel et intègre des engagements, des objectifs qualitatifs et quantitatifs sur des enjeux environnementaux majeurs.

Conseils

Une politique est considéré exceptionnelle lorsques toutes les problématiques environnementales sont couvertes par des engagements qualitatifs et quantitatifs. De plus, une politique exceptionnelle doit contenir de manière exhaustive des aspects organisationnels tels que l'attribution des responsabilités, un processus de révision, de modification et de communication formalisé.

Actions

Intégration de pratiques adaptatives dans les processus opérationnels afin de résister aux perturbations environnementales

Évaluation des risques climatiques physiques en place pour les activités de l'entreprise

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Tri interne et élimination des déchets en fonction des flux de déchets

Informations

L'entreprise a mis en œuvre un mécanisme de tri et d'élimination des déchets internes.

Conseils

L'entreprise dispose de preuves que les déchets sont triés en fonction des flux de déchets pour faciliter leur récupération, leur retraitement et leur élimination de manière correcte.

Actions ou formations pour sensibiliser les employés à la réduction et au tri des déchets

Informations

L'entreprise a dispensé à ses employés une formation de sensibilisation à la réduction et au tri des déchets.

Conseils

L'entreprise dispose de preuves que ses employés ont bénéficié de programmes de sensibilisation propres à l'entreprise pour renforcer leurs connaissances sur les questions liées à la gestion des déchets.

Formation des employés aux économies d'énergie/actions climatiques

Informations

L'entreprise a fait bénéficier ses employés de programmes de formation de sensibilisation aux économies d'énergie ou à la réduction des émissions GES.

Conseils

L'entreprise dispose de preuves qu'une formation a été dispensée à ses employés afin de les sensibiliser à leurs rôles respectifs en matière d'économies d'énergie et de réduction des émissions de GES.

Achat et/ou génération d'énergie renouvelable

Informations

L'entreprise a mis en œuvre des mesures pour générer ou produire de l'énergie à partir de sources renouvelables.

Conseils

L'entreprise démontre qu'elle achète ou génère de l'énergie provenant de sources renouvelables, comme le solaire et/ou l'éolien.

Audit énergétique et/ou carbone

Informations

L'entreprise a fourni des documents formels démontrant qu'elle a effectué un audit énergétique ou un bilan carbone.

Conseils

Un audit énergétique est une inspection, une enquête et une analyse des flux d'énergie, dans un bâtiment, un processus ou un système permettant de réduire la consommation d'énergie. Une vérification énergétique est la première étape pour identifier les possibilités de réduire les dépenses énergétiques et les empreintes carbone. Le bilan carbone est une mesure de la quantité de CO2 ou d'autres émissions de GES d'un processus défini exprimé en équivalent dioxyde de carbone, ce qui peut se faire à l'aide d'un calculateur d'empreinte carbone.

Résultats

Valeur du total des émissions brutes de GES du Scope 2 selon la localisation confirmée dans les documents justificatifs

Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 2 selon la localisation

Reporting en conformité avec le module de base et le module complet de la norme VSME

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Valeur du reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 1 confirmée dans les documents justificatifs

Informations

Il a été confirmé dans la documentation fournie par l'entreprise que la valeur déclarée pour le total des émissions brutes de GES du Scope 1 était exacte.

Conseils

L'entreprise a fourni des documents justificatifs qui montrent que la valeur déclarée pour le total des émissions brutes de GES du Scope 1 est exacte.

Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 1

Informations

L'entreprise a prouvé l'existence d'un reporting public ou interne de données consolidées sur le total des émissions brutes de GES du Scope 1.

Conseils

L'entreprise a fourni des données qui indiquent le total des émissions brutes de GES du Scope 1. Il s'agit des émissions directes de GES issues de sources détenues ou contrôlées par l'entreprise, telles que les émissions liées à la combustion dans des chaudières, fours ou véhicules détenus ou contrôlés par celle-ci et les émissions liées à la production chimique dans des équipements de transformation détenus ou contrôlés par celle-ci.

Valeur du reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 confirmée dans les documents justificatifs

Reporting sur la consommation totale d'énergies renouvelables

Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Reporting de la consommation totale d'énergie

Informations

L'entreprise a fourni du reporting concernant la consommation total d'énergie dans les documents justificatifs ou dans les déclarations du questionnaire.

Conseils

L'énergie consommée totale correspond à la consommation énergétique totale en kWh. L'énergie consommée totale par tonne de produits finis peut inclure par exemple la consommation de charbon et de coke (en kg) reportée en kWh par tonne de produits finis (ex : acier) et/ou la consommation de pétrole par tonne de produits finis, le GPL et l'alimentation électrique en kWh par tonne de produits finis.

Reporting RSE sur les problématiques environnementales

Informations

Il y a des preuves de reporting formel concernant le management et la mitigation de l'empreinte écologique de l'entreprise dans la documentation justificative, incluant des indicateurs clés de performance (KPI), des données statistiques ou des actions concrètes associées.

Conseils

Les items de reporting sont standards en termes qualitatifs et quantitatifs, couvrent les enjeux majeurs, sont suffisamment significatifs, et sont régulièrement actualisés. Des exemples d'indicateurs clés de performance incluent la consommation totale d'électricité, l'électricité consommée par kg de produit ou par unité produite. Un reporting complet sur les problématiques environnementales suppose que les KPI sont rapportés dans un document formel, public et accessible aux parties prenantes, et sont conformes aux lignes directrices du Global Reporting Initiative ou d'autres standards de reporting RSE externes.

Points d'amélioration

© 2026 EcoVadis SAS

Politiques

Faible — Absence de preuve de l'existence d'un objectif quantitatif fixé concernant la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre — Action corrective demandé

Faible — L'entreprise n'est pas encore engagée dans des initiatives environnementales de premier ordre qui intègrent les enjeux spécifiques à son secteur d'activité à des contraintes rigoureuses, reposant sur des données scientifiques ou vérifiées par des tiers — Action corrective demandé

Actions

Moyenne — Absence de preuve de la certification ISO 14001/EMAS — Action corrective demandé

Informations

Aucune déclaration de l'entreprise, ni preuve dans la documentation justificative sur les certifications ISO 14001 ou EMAS obtenues par au moins un de ses sites opérationnels.

Conseils

Le standard ISO 14001 appartient à la série des ISO 14000, une famille de standards de management environnemental développée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) créée pour fournir des cadres internationalement reconnus pour le management, la mesure, l'évaluation et l'audit environnemental. Le standard sert de cadre pour assister les organisations dans le développement de leur propre système de management environnemental et est basé sur le cycle continu Plan-Do-Check-Act. Le Système de Management Environnemental et d'Audit (SMEA ou EMAS an anglais) est un instrument volontaire de l'UE qui distingue les organisations qui évaluent, rapportent et améliorent leur performance environnementale sur une base continue. Les organisations localisées en-dehors de l'UE peuvent également participer (EMAS Global). Les informations fournies dans la documentation justificative (site internet de l'entreprise, reporting RSE) ne permettent pas l'identification du pourcentage de sites certifiés ISO 14001. Quelques exemples de preuves utilisées pour démontrer la couverture des certifications ISO 14001 peuvent inclure (mais ne sont pas limités à): - Des certificats individuels pour chaque site certifié; - Une annexe de certificat qui déclare clairement que chaque site est couvert par la certification; - Une attestation pour un site, ainsi que du reporting formalisé dans un rapport vérifié par une tierce-partie (rapport RSE, rapport annuel), qui inclue le pourcentage de sites couverts par la certification ISO 14001, etc.

Faible — Absence de preuve de réduction de la consommation énergétique des systèmes CVC (chauffage, ventilation et climatisation) — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de réduction de la consommation énergétique de l'infrastructure informatique — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de réduction des déchets internes au moyen de la réutilisation, de la récupération ou du recyclage des matériaux — Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Faible	Absence de preuve de réduction de la consommation de matériaux via l'optimisation des processus	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve d'utilisation de matériaux de traitement écologiques ou biosourcés	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de la mise en place de réserves d'urgence ou de filets de sécurité en cas de perturbations environnementales	Action corrective demandé

Résultats

Faible	Absence de preuve de reporting sur le poids total des déchets dangereux	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de reporting sur le poids total des déchets non dangereux	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de reporting sur le poids total de déchets valorisés	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en aval	Action corrective demandé

Informations

L'entreprise n'a pas fourni de reporting valide sur le total de ses émissions brutes de gaz à effet de serre (GES) du Scope 3 en aval.

Conseils

"Aucun reporting valide sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en aval de l'entreprise n'est disponible dans les documents fournis. Les émissions de GES du Scope 3 en aval proviennent de l'utilisation ou de l'élimination des produits ou services de l'entreprise. L'entreprise doit indiquer une valeur de reporting brute qui comprend ses émissions de GES du Scope 3 pertinentes relevant des catégories 9 à 15. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site du Greenhouse Gas Protocol (https://ghgprotocol.org/scope-3-calculation-guidance-2#supporting-documents)."

Faible	Absence de preuve d'assurance ou de vérification externe du reporting RSE	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 2 selon le marché	Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

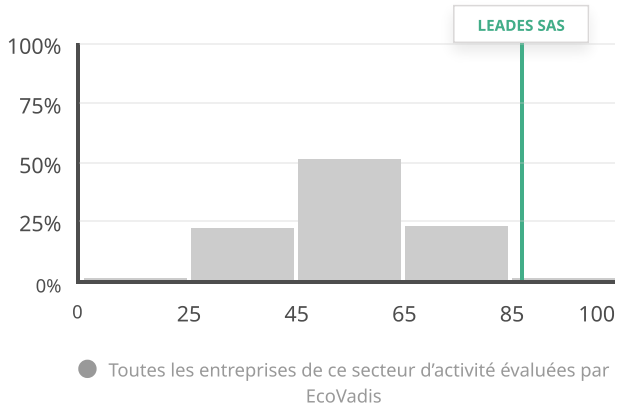
7.SOCIAL ET DROITS HUMAINS

Ce thème tient compte à la fois des ressources humaines internes (par ex. : santé et sécurité des employés, conditions de travail, gestion des carrières) et des problèmes associés aux droits de l'homme (par ex. : discrimination et/ou harcèlement, travail des enfants).

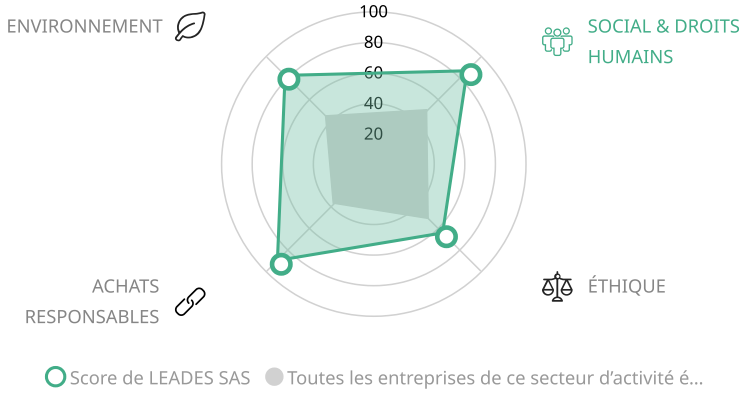
Détail du score pour le thème Social & Droits Humains

SCORE GLOBAL	ENVIRONNEMENT	SOCIAL & DROITS HUMAINS	ÉTHIQUE	ACHATS RESPONSABLES
↘ 84 / 100	↘ 83 / 100	↘ 87 / 100	↘ 64 / 100	90 / 100
Score moyen	Poids	Poids	Poids	Poids

Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Social & Droits Humains : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Social & Droits Humains : Forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés

© 2026 EcoVadis SAS

Social & Droits Humains

Poids ●●●●

Forces

Politiques

Mention du champ d'application de la politique sociale et des droits humains

Attribution de responsabilités dédiées pour la politique sociale et des droits humains

Mécanisme de révision et de modification de la politique sociale et des droits humains en place

Adhésion au Pacte Mondial des Nations unies (PMNU)

Informations

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative politique stratégique destinée aux entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement, de l'éthique et des achats responsables. L'entreprise est signataire officiel de cette initiative.

Conseils

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative de politique stratégique des Nations Unies visant à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques durables, responsables sur les plans environnemental et social, et à rendre compte de leur mise en œuvre. Les entreprises signent l'initiative, puis sont tenues de fournir un aperçu de leur système de gestion dans un cadre de présentation obligatoire (publication annuelle d'une communication sur les progrès accomplis [COP]).

Objectifs quantitatifs fixés concernant la prévention de la discrimination et du harcèlement

Objectifs quantitatifs fixés concernant la santé et la sécurité des employés

Politique sociale et de droits humains relative à la prévention de la discrimination et du harcèlement

Politique sociale et de droits humains relative à la gestion de carrière et à la formation

Politique sociale et de droits humains relative aux conditions de travail

Politique sociale et de droits humains relative à la santé et à la sécurité des employés

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Politiques exceptionnelles sur les principaux enjeux liés aux questions sociales et de droits humains

Informations

La société a publié des politiques exceptionnelles qui intègrent des engagements, des objectifs qualitatifs et quantitatifs sur toutes les questions sociales et de droits de l'homme auxquels elle est confrontée. En outre, ces politiques exceptionnelles contiennent de manière exhaustive des éléments organisationnels tels que l'attribution des responsabilités, des mécanismes pour traiter les infractions, un processus de révision formalisé, et une communication de ces politiques à tous les employés et partenaires d'affaire, etc.

Conseils

N/A

Actions

Discussions formelles avec les employés sur leur développement de carrière

Informations

L'entreprise apporte la preuve d'une discussion formelle avec les employés sur leur développement de carrière.

Conseils

L'entreprise a mis en place un processus visant à soutenir les employés dans leur développement professionnel tenant compte de leur potentiel et de leurs priorités. Ce processus doit être suivi de manière homogène dans le temps et inclure les objectifs à court et long termes des employés, leurs forces actuelles, leurs points d'amélioration et des plans d'action détaillant la manière dont l'employé peut concrétiser ses aspirations professionnelles.

Actions visant à lutter contre le stress et favoriser le bien-être psychologique au travail

Informations

The company has implemented measures that will help with the employee wellbeing, not only physically but psychologically as well. These measures help prevent or reduce stressful situations that can also be linked to mental health issues.

Conseils

The company has implemented actions that demonstrate their commitment to minimize stress at the workplace and support their employees' psychological well being. These actions consist of stress check assessments, resources to help employees with a better management of their workload, assistance programs, counseling hotlines, among other support initiatives.

Plan d'action d'urgence en matière de santé et de sécurité des employés

Informations

L'entreprise dispose de procédures formelles ayant été communiquées à tous les employés au sujet des accidents, des blessures, de la provision d'équipement d'urgence, de l'évacuation d'urgence, des premiers secours, des exercices incendie et d'autres situations concernant la santé et la sécurité sur le lieu de travail

Conseils

Un plan d'action d'urgence en matière de santé et de sécurité est un document décrivant le plan de santé et de sécurité créé par chaque entreprise afin de guider ses employés lors de situations d'urgence. Ces situations d'urgence dépendent des activités de l'entreprise et de son personnel, mais peuvent aussi inclure des accidents liés à l'utilisation d'équipements lourds, à des blessures, à des incendies, à des déversements de produits chimiques, à des explosions, à des chutes, etc.

Actions visant à prévenir le harcèlement au travail

Informations

The company has proactive actions in place to prevent workplace harassment.

Conseils

Harassment impacts negatively on the organization of work, workplace relations, worker engagement, enterprise reputation and productivity. Some actions that a company can take to prevent workplace harassment are; identify hazards and assess the risks of harassment along the participation of workers and their representatives, and take measures to prevent and control them.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Actions visant à prévenir la discrimination dans le cadre des processus de promotion et de développement professionnel

Informations

The company has proactive actions in place to avoid discrimination in professional development and promotion processes

Conseils

To prevent discrimination in professional development and promotion processes a company must offer equal opportunities for promotion, transfer or other career development to all its employees. Career development opportunities should be clearly communicated to all employees. Training opportunities should be made available to all staff who are in need of improvement.

Rémunération des heures de travail supplémentaires ou atypiques

Informations

L'entreprise accorde une rémunération complémentaire en cas d'heures supplémentaires.

Conseils

Les heures supplémentaires ou horaires atypiques désignent toutes les heures travaillées en dehors des horaires normaux. Les employés doivent percevoir une rémunération supplémentaire au titre de ces heures supplémentaires et/ou autres formes d'horaires atypiques.

Enquête de satisfaction des salariés

Informations

L'entreprise mène une enquête auprès de ses employés au sujet de leur satisfaction quant à leur environnement de travail.

Conseils

Une enquête de satisfaction des employés peut être réalisée par l'entreprise pour obtenir des informations afin de savoir si, et de quelle manière, les employés sont satisfaits de leur environnement de travail. Les résultats de ces enquêtes peuvent être utilisés par les entreprises pour obtenir des retours de leurs employés concernant leur engagement, leur moral et leur niveau de satisfaction au travail.

Organisation flexible du travail (ex. travail à distance, horaires flexibles)

Informations

L'entreprise a des mesures concrètes en place pour promouvoir l'équilibre vie professionnelle-vie privée, qui ont été identifiées dans les documents justificatifs. L'entreprise propose à ses employés une organisation et des horaires flexibles pour travailler.

Conseils

L'entreprise a mis en place des pratiques de travail qui reconnaissent et visent à répondre aux besoins du personnel concernant l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. L'entreprise possède des documents justificatifs démontrant qu'une organisation flexible des horaires de travail est accordée aux collaborateurs, pouvant fournir la preuve de possibilités de travail partiel, de télétravail ou de travail à distance, de partage d'emploi ou d'autres formes d'horaires de travail variables.

Couverture des salariés en soins de santé

Informations

L'entreprise a mis en place un régime d'assurance-maladie qui fournit des soins médicaux aux participants ou aux personnes à leur charge.

Conseils

L'entreprise a mis en place des mesures pour fournir des soins médicaux à ses employés et aux personnes à leur charge directement ou par l'entremise d'une assurance, d'un remboursement ou autre.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Formation de sensibilisation à la discrimination et au harcèlement

Informations

L'entreprise a dispensé à ses employés une formation de sensibilisation aux questions de diversité, de discrimination et/ou de harcèlement.

Conseils

L'entreprise dispose de preuves que des programmes de sensibilisation ou de formation spécifiques ont été proposés à ses employés pour éviter tout environnement de travail hostile.

Évaluation des risques en matière de santé et de sécurité des employés

Informations

L'entreprise fournit des documents qui démontrent qu'une évaluation des risques pour la santé et la sécurité des employés a été réalisée. L'évaluation prend en compte les tâches opérationnelles quotidiennes des employés, les risques pour la santé et la sécurité présents sur le lieu de travail, ainsi que les risques associés. Enfin, elle propose un plan d'actions correctives pour traiter ces risques identifiés.

Conseils

Une évaluation des risques pour la santé et la sécurité est systématiquement réalisée afin d'identifier l'impact potentiel des tâches et de veiller au respect des conditions opérationnelles sur la santé et la sécurité des employés. Les principaux éléments d'une évaluation des risques complète sont les suivants : 1) l'examen périodique des risques pour refléter les risques les plus récents et l'environnement de santé et de sécurité dans l'entreprise. 2) la description des dangers ou facteurs de risque identifiés comme pouvant causer un préjudice et la détermination du degré d'importance des risques. 3) la présence d'un plan d'action préventif et correctif sous la forme de mesures et/ou de recommandations qu'une organisation doit prendre pour prévenir et traiter efficacement les risques identifiés, cartographiés et évalués dans les évaluations des risques.

Évaluation régulière de la performance individuelle

Informations

L'entreprise apporte la preuve qu'elle procède à des évaluations régulières des performances individuelles.

Conseils

L'entreprise a mis en place un processus opérationnel visant à évaluer et à examiner régulièrement le rendement au travail des employés sur le plan quantitatif et/ou qualitatif. Cela inclut des processus tels que l'évaluation de la performance pour permettre à l'entreprise d'identifier les points d'amélioration, de fournir un soutien et des conseils aux employés, ainsi que de reconnaître et de récompenser les personnes les plus performantes.

Formation visant à développer les compétences

Informations

L'entreprise fournit des formations à ses salariés afin de développer leurs compétences.

Conseils

L'entreprise a mis en œuvre une formation professionnelle qui comprend la formation pour le développement des compétences, le financement par l'entreprise de l'éducation de ses salariés, dans le but de fournir des opportunités d'évolution de carrière (Source : Global Reporting Initiative G3). Le coaching, le mentorat, la rotation des postes, l'apprentissage, etc. sont autant d'exemples de formation en cours d'emploi visant à améliorer les compétences des employés. Le nombre total d'heures de formation par employé et par an peut constituer un indicateur clé de performance important pour cette action.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Formation des employés sur les risques pour la santé et la sécurité ainsi que les meilleures pratiques de travail

Informations

L'entreprise fournit à ses employés la formation nécessaire pour renforcer leur connaissance des risques de santé et de sécurité au travail, ainsi que des bonnes pratiques de travail.

Conseils

L'entreprise fournit des formations en s'appuyant sur du matériel de formation (diaporamas, résumés du contenu de la formation) et/ou des preuves de la réalisation de la formation (rapports d'avancement, certificats d'achèvement, feuilles de présence) pour attester de l'exécution de programmes de formation concernant les risques de santé et de sécurité au travail, ainsi que des bonnes pratiques de travail.

Résultats

Reporting en conformité avec le module de base et le module complet de la norme VSME

Reporting sur le nombre de cas de maladie liés au travail comptabilisables

Informations

L'entreprise a prouvé l'existence d'un reporting public ou interne de données consolidées sur le nombre de cas de maladie comptabilisés.

Conseils

L'entreprise a fourni des données qui indiquent le nombre de cas de maladie comptabilisés. Les maladies liées au travail peuvent comprendre des problèmes de santé aigus, récurrents et chroniques causés ou aggravés par les conditions ou les pratiques de travail. Elles incluent les troubles musculo-squelettiques, les maladies liées au stress (y compris l'obésité et les maladies cardiaques) et les maladies psychologiques, etc.

Reporting sur le pourcentage d'employés issus de groupes minoritaires et/ou vulnérables dans l'ensemble de l'organisation

Informations

L'entreprise a fourni des documents qui démontrent un reporting public ou interne de données consolidées sur le pourcentage de travailleurs issus de minorités et/ou de groupes vulnérables employés dans toute l'organisation.

Conseils

L'entreprise fournit des preuves d'un reporting public ou interne sur les employés issus de minorités et/ou de groupes vulnérables dans toute l'organisation. Un groupe minoritaire est habituellement défini comme un groupe de personnes ayant des intérêts ou des caractéristiques communs (p. ex. l'origine ethnique, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap ou l'identité sexuelle) qui le distinguent de la majorité de la population. Les travailleurs vulnérables sont ceux qui ont une condition physique, sociale, politique ou économique particulière ou des caractéristiques qui les exposent à un risque plus élevé de subir un fardeau (p. ex. les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés, etc.). Si les KPI ne sont pas disponibles, il n'y a pas eu d'incidences négatives sur la notation EcoVadis. Il n'est pas garanti qu'un reporting pour un périmètre partiel ou hors opérations de l'entreprise (p. ex. filiale, maison mère, société sœur, etc.) ait un impact sur l'évaluation.

Reporting sur le pourcentage de femmes employées dans toute l'entreprise

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Reporting exhaustif sur les problématiques sociales et liées aux droits humains

Informations

L'entreprise a fourni des données de reporting complètes ou des indicateurs de performance clés (KPI) sur la majorité des questions sociales et de droits humains pertinentes.

Conseils

L'entreprise a fourni des KPI de bonne qualité sur la majorité des critères relatifs au social et aux droits humains. Pour que les données de reporting soient plus avancées en termes de qualité, de quantité et de transparence, les KPI doivent comporter tous les facteurs de qualité suivants : (1) Assurance externe pour évaluer la qualité et la crédibilité des informations qualitatives et quantitatives déclarées par l'organisation, (2) Alignement avec les normes de reporting telles que GRI Core/Universal/Comprehensive, SASB, etc. (3) Analyse de matérialité pour identifier les questions sociales et de droits humains les plus pertinentes en fonction de l'activité de l'entreprise (4) Le délai de reporting doit s'étendre sur 36 mois pour la majorité des thèmes importants et les données de reporting ne doivent pas dater de plus de deux ans. (XS: Très petite entreprise : KPI/données de reporting qui s'étendent sur une période de 24 mois ou plus, fournis sur au moins deux thèmes sociaux et de droits humains importants.)

Reporting du nombre d'heures de formation par employé

Informations

L'entreprise fournit dans les documents justificatifs ou dans les déclarations du questionnaire un reporting à propos du nombre moyen d'heures de formation fournies par employé au cours de l'année de référence.

Conseils

L'investissement en formations est considéré comme étant bénéfique aussi bien pour les employés que pour l'entreprise. La formation est un moyen d'approfondir les connaissances des employés, de diversifier les compétences du personnel et peut aussi aider au maintien des effectifs dans l'entreprise. Au niveau de l'entreprise, les divers types de formations peuvent conduire à des résultats positifs, par exemple, accroître la satisfaction des clients, encourager l'innovation ou assurer la sécurité des employés au travail. En effectuant un suivi du nombre d'heures de formation offerte aux employés, l'entreprise peut ainsi contrôler le niveau de formation ou identifier les améliorations requises.

Points d'amélioration

Politiques

Faible	Absence de preuve de l'existence d'un objectif quantitatif fixé concernant les conditions de travail	Action corrective demandé
Faible	Absence de preuve de l'existence d'un objectif quantitatif fixé concernant la gestion de carrière et la formation	Action corrective demandé
Faible	L'entreprise n'est pas encore engagée dans des initiatives de premier ordre en lien avec les pratiques sociales et de droits humains qui intègrent les enjeux spécifiques à son secteur d'activité à des contraintes rigoureuses, reposant sur des données scientifiques ou vérifiées par des tiers	Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Actions

Faible — Absence de preuve de la certification ISO 45001 — Action corrective demandé

Informations

Les documents justificatifs ne contiennent aucune preuve concernant une certification ISO 45001 obtenue pour au moins un site opérationnel.

Conseils

La norme ISO 45001 est une norme internationale relative aux systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail. Elle a pour but d'aider les organisations à maîtriser les risques liés à la santé et à la sécurité au travail. Elle a été élaborée en réponse à la demande générale d'une norme reconnue pour la certification et l'évaluation. La certification implique un audit externe des conditions de santé et de sécurité des installations.

Faible — Absence de preuve de l'existence d'actions visant à prévenir la discrimination lors de la phase de recrutement — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence d'un mécanisme de règlement des griefs concernant la discrimination et le harcèlement — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence d'actions visant à garantir des salaires adéquats — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence d'actions visant à gérer le temps de travail et les heures supplémentaires — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence d'actions visant à promouvoir la mobilité interne — Action corrective demandé

Résultats

Faible — Absence de preuve d'assurance ou de vérification externe du reporting RSE — Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

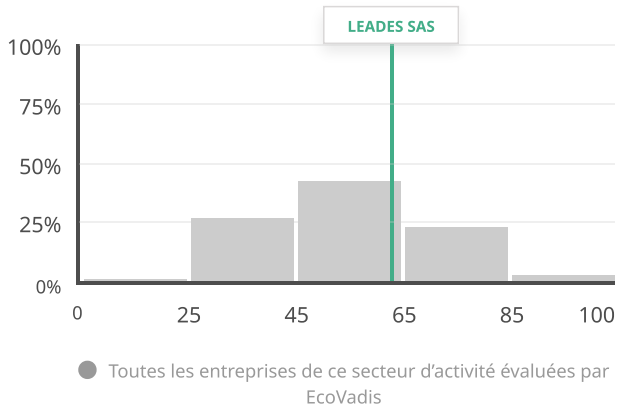
8.ÉTHIQUE

Ce thème cible principalement les problèmes de corruption, et tient compte des pratiques anticoncurrentielles et de la gestion responsable des informations.

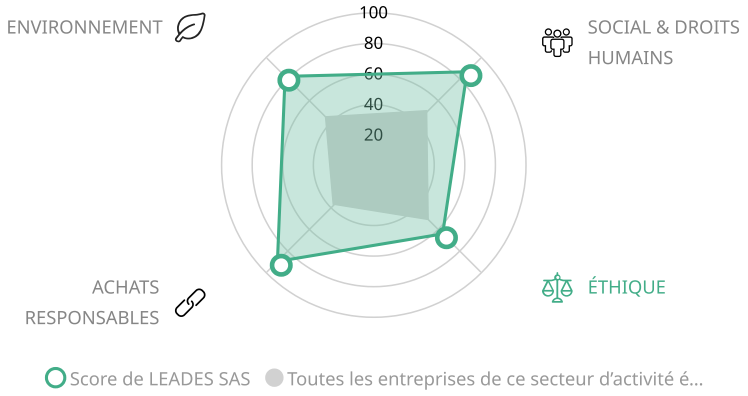
Détail du score pour le thème Éthique

SCORE GLOBAL	ENVIRONNEMENT	SOCIAL & DROITS HUMAINS	ÉTHIQUE	ACHATS RESPONSABLES
↘ 84 / 100	↘ 83 / 100	↘ 87 / 100	↘ 64 / 100	90 / 100
Score moyen	Poids	Poids	Poids	Poids

Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Éthique : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Éthique : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Éthique

Poids

Forces

Politiques

Mention du champ d'application de la politique d'éthique

Mécanisme de révision et de modification de la politique d'éthique en place

Adhésion au Pacte Mondial des Nations unies (PMNU)

Informations

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative politique stratégique destinée aux entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement, de l'éthique et des achats responsables. L'entreprise est signataire officiel de cette initiative.

Conseils

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative de politique stratégique des Nations Unies visant à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques durables, responsables sur les plans environnemental et social, et à rendre compte de leur mise en œuvre. Les entreprises signent l'initiative, puis sont tenues de fournir un aperçu de leur système de gestion dans un cadre de présentation obligatoire (publication annuelle d'une communication sur les progrès accomplis [COP]).

Sanctions discplinaires en cas de violation des politiques

Informations

Les pièces justificatives fournies démontrent que l'entreprise a mis en place des méchanismes structurés pour gérer les infractions aux politiques internes incluant des actions disciplinaires.

Conseils

Afin d'assurer une mise en place effective de la politique sur l'éthique des affaires, les entreprises doivent mettre en place des procédures pour examiner les éventuelles infractions et sanctionner en conséquence les employés (i.e. des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement).

Politique en matière de sécurité de l'information

Informations

La société a publié une politique fomalisé standard sur les enjeux de sécurité de l'information, qui contient des engagements sous la forme d'objectifs qualitatifs. La politique est formalisé dans un document tel qu'un Code de Conduite et contient au moins certains éléments organisationnels (e.g. périmètre d'application, attribution des responsabilités, processus de révision).

Conseils

Il est essentiel, pour les entreprises qui gèrent des données sensibles, de mettre en place des engagement sur la protection et la gestion responsable des données de tierces parties. Cela comprend la protection des données d'identification personnelle des clients et de la propriété intellectuelle de tierces parties.

Objectifs quantitatifs fixés concernant l'éthique

Informations

La société a définit des objectifs quantitatifs au sujet des questions d'éthiques des affaires la concernant et les a communiqué de manière formelle.

Conseils

Il peut être considéré que des objectifs quantitatifs ou chiffrés sur les questions d'éthique des affaires constituent des éléments essentiels d'une politique exhaustive. Elles fournissent un cadre au monitoring pour permettre de s'assurer que les objectifs de la politique sont atteints, et mettent en exergue le chemin parcouru en direction des buts définits. Un certain pourcentage d'employés à avoir suivi une formation sur les pratiques anti-concurrentielle ou anti-corruption avant une année donnée peut être un exemple d'objectifs quantitiatifs sur ce sujet. En tant qu'élément de politique, un objectif chiffré peut être exprimé en termes relatifs ou absolu et doit nécessairement avoir une date limite.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Politique sur la corruption

Informations

Il existe une politique formalisée dans la documentation fournie par l'entreprise, intégrant des objectifs qualitatifs et/ou des engagements en matière de lutte contre la corruption, dont notamment les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent.

Conseils

Les problématiques concernant la corruption recouvrent toutes les formes de corruption au travail, y compris, entre autres, l'extorsion, les pots de vin, les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent. Une politique formalisée détaillée faisant partie d'un document autonome ou d'un Code d'Ethique / Conduite des Affaires inclut les problématiques susmentionnées et peuvent intégrer les éléments suivants: un champ d'application spécifique, des responsabilités dédiées, des objectifs quantitatifs et un processus de révision.

Attribution de responsabilités dédiées pour les enjeux d'éthique

Actions

Procédure d'alerte à disposition des parties prenantes afin de signaler toute forme de corruption

Informations

L'entreprise a mis en place un mécanisme de signalement pour faire part des problèmes de corruption ou de pot-de-vin.

Conseils

L'entreprise a mis en place un mécanisme de signalement permettant à toutes les parties, indépendamment de leur situation d'emploi ou de leur poste, de faire part des problèmes de corruption et de pot-de-vin. Les éléments du mécanisme de règlement des griefs doivent inclure : 1. L'accessibilité/l'indication claire d'un canal de communication à toutes les parties prenantes concernant l'existence d'un mécanisme de signalement et la mise à disposition d'une assistance pour ceux qui peuvent rencontrer des obstacles particuliers (par exemple, barrière de la langue ou appartenance à une minorité). 2. Une politique de protection contre les représailles visant à protéger ceux qui utilisent le mécanisme de signalement. 3. La confidentialité des personnes qui ont recours au mécanisme de signalement.

Formation de sensibilisation pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information

Informations

L'entreprise a dispensé à ses employés des formations de sensibilisation à la sécurité de l'information.

Conseils

La gestion de l'information désigne la procédure de collecte, de stockage, de gestion et conservation des informations de manière sécurisée sous toute forme. Grâce à l'utilisation de pratiques rigoureuses de gestion de l'information, les entreprises peuvent conserver leur crédibilité et la confiance de leurs clients. Une sensibilisation ou des formations sur ces pratiques sont régulièrement réalisées pour s'assurer que les collaborateurs connaissent les procédures et la politique de gestion de l'information de l'entreprise. Ces programmes peuvent être réalisés en ligne ou en présentiel, et ils devront comprendre des tests réguliers afin de garantir leur efficacité.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Évaluations des risques de corruption effectuées

Informations

L'entreprise évalue périodiquement les risques liés à la corruption.

Conseils

L'évaluation des risques est une procédure officielle permettant d'évaluer et de prédire les conséquences (positives ou négatives) d'un évènement et leur probabilité. Des évaluations des risques régulières sur la corruption et les pots-de-vin permettent aux entreprises d'identifier les risques potentiels de corruption et de pots-de-vin, leur probabilité et leur impact potentiel, de sélectionner les contrôles appropriés de lutte contre la corruption et d'élaborer un plan d'action. Ces évaluations garantissent la présence d'un programme de conformité fort et aident à élaborer une approche plus solide pour lutter contre la corruption et les pots-de-vin.

Mesures visant à protéger les données des consommateurs/clients d'un accès ou d'une divulgation non autorisée

Informations

L'entreprise a mis en place des mesures visant à protéger les données des consommateurs ou des clients d'un accès ou de diffusions non-autorisées.

Conseils

L'entreprise a pris des mesures afin de restreindre l'accès aux données des clients ou des consommateurs au sein de son périmètre opérationnel, ou a mis en place des mesures pour sécuriser ces données afin de les protéger d'un accès ou d'une dilvugation non-autorisée.

Formation de sensibilisation pour prévenir la corruption

Informations

L'entreprise a mis en place un programme de formation (en ligne ou en présentiel) pour les salariés sur la prévention de la corruption et l'extorsion.

Conseils

Les programmes spécifiques de sensibilisation ou de formation, en ligne ou en présentiel, sont mis en œuvre régulièrement pour que les salariés se familiarisent avec les enjeux de lutte contre la corruption, la politique de l'entreprise et comment réagir lorsque l'occasion se présente.

Résultats

Reporting en conformité avec le module de base et le module complet de la norme VSME

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Points d'amélioration

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Politiques

Moyenne — Politiques d'éthique basiques : manquent de détails sur des questions spécifiques — Action corrective demandé

Informations

L'entreprise a publié, au sujet des enjeux relatifs à l'éthique des affaires, des politiques qui manquent de détails ou d'éléments organisationnels (p. ex. processus de révision, responsabilités attribuées ou champ d'application).

Conseils

Une politique standard d'éthique des affaires couvrent les questions de corruption et de manière facultative de protection de l'information ou de marketing responsable, selon la pertinence pour l'industrie ou secteur. Une telle politque est formalisée au travers d'engagements et d'objectifs qualitatifs dans un document de politique dédié comme un Code de Conduite/d'Ethique et inclue des éléments organisationnels (e.g. processus de révision, responsabilités attribuées, périmètre d'application).

Faible — Absence de preuve de l'existence de politiques relatives à la fraude — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence de politiques relatives aux conflits d'intérêts — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de la signature de la politique d'éthique par les employés — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve d'exemples détaillés concernant les enjeux éthiques (lignes directrices ou questions-réponses) — Action corrective demandé

Faible — La ou les adhésions actuelles en matière d'éthique sont trop générales. Un manque de participation à des initiatives sectorielles à fort impact qui traitent des enjeux importants spécifiques au secteur d'activité de l'entreprise est à noter — Action corrective demandé

Actions

Élevée — Absence de preuve de l'existence d'évaluations des risques en matière de sécurité de l'information — Action corrective demandé

Informations

L'entreprise n'a pas fourni de documents justificatifs démontrant qu'elle réalise régulièrement des évaluations des risques en matière de sécurité de l'information.

Conseils

Une évaluation des risques en matière de sécurité de l'information est réalisée sur l'ensemble des activités de l'entreprise pour identifier les risques associés au stockage ou au traitement de données de tiers. Les principaux éléments d'une évaluation des risques complète en matière de sécurité de l'information sont les suivants : (i) examen périodique des risques ; (ii) présence de descriptions des risques ; (iii) présence d'un plan d'actions correctives. Si ces conditions ou critères ne sont pas remplis, cette mesure ne sera pas créditée.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Moyenne — Absence de preuve de la certification ISO 27001 — Action corrective demandé

Moyenne — Absence de preuve de la certification ISO 37001 — Action corrective demandé

Faible — Absence de preuve de l'existence d'une procédure d'approbation pour les transactions sensibles (telles que les cadeaux d'affaires et les invitations) — Action corrective demandé

Informations

Aucune déclaration de l'entreprise ni aucun élément de la documentation justificative n'atteste de la mise en place d'un processus de vérification pour les transactions sensibles.

Conseils

Les transactions sensibles recouvrent un large éventail de pratiques d'affaires qui comportent des risques éthiques plus élevés. Il peut s'agir (liste non exhaustive) de cadeaux, du fait de proposer de couvrir les frais de déplacement et d'hébergement, une pratique courante dans le monde des affaires, mais qui peut constituer un pot-de-vin non éthique ou même illégal visant à influencer les décisions affectant les opérations de l'entreprise, etc. Ce type de transactions peut également prendre la forme de bakchichs, des paiements effectués dans le but d'accélérer une procédure administrative, et qui peuvent être considérés comme une forme de corruption. Une procédure de vérification doit ainsi être mise en place pour examiner et approuver toute transaction sensible effectuée par l'entreprise.

Résultats

Faible — Absence de preuve d'assurance ou de vérification externe du reporting RSE — Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

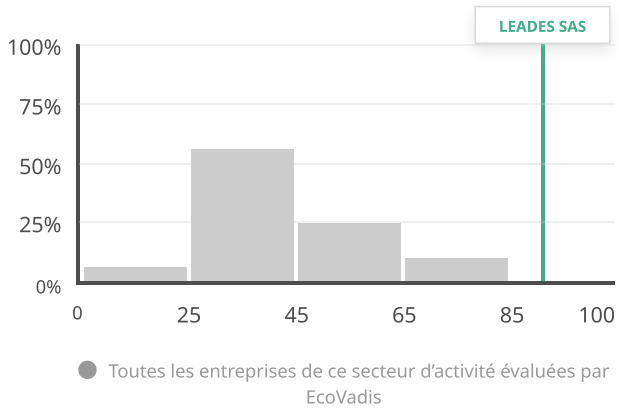
9.ACHATS RESPONSABLES

Ce thème cible les problèmes environnementaux et sociaux au sein de la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise.

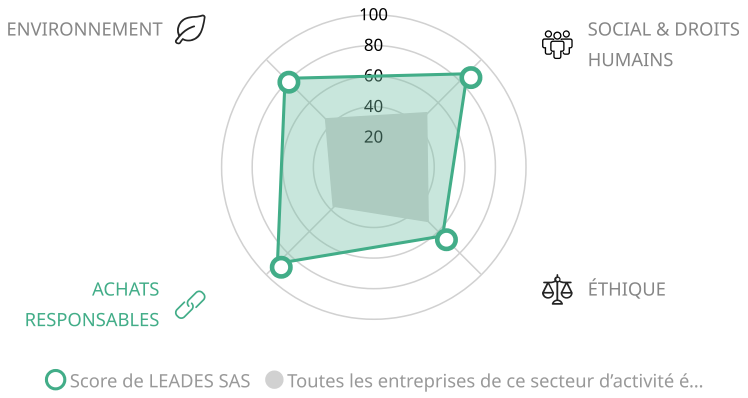
Détail du score pour le thème Achats Responsables

SCORE GLOBAL	ENVIRONNEMENT	SOCIAL & DROITS HUMAINS	ÉTHIQUE	ACHATS RESPONSABLES
84/100	83/100	87/100	64/100	90/100
Score moyen	Poids	Poids	Poids	Poids

Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Achats Responsables : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Achats Responsables : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Achats Responsables

Poids

Forces

Politiques

Mention du champ d'application de la politique d'achats responsables

Attribution de responsabilités dédiées pour la politique d'achats responsables

Mécanisme de révision et de modification de la politique d'achats responsables en place

Adhésion au Pacte Mondial des Nations unies (PMNU)

Informations

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative politique stratégique destinée aux entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement, de l'éthique et des achats responsables. L'entreprise est signataire officiel de cette initiative.

Conseils

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative de politique stratégique des Nations Unies visant à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques durables, responsables sur les plans environnemental et social, et à rendre compte de leur mise en œuvre. Les entreprises signent l'initiative, puis sont tenues de fournir un aperçu de leur système de gestion dans un cadre de présentation obligatoire (publication annuelle d'une communication sur les progrès accomplis [COP]).

Objectifs quantitatifs fixés concernant les achats responsables

Informations

L'entreprise a défini et formellement communiqué ses objectifs quantitatifs (ex: objectifs chiffrés) au sujet des achats responsables.

Conseils

Les objectifs chiffrés concernant les achats responsables sont considérés comme un élément fondamental des politiques formalisées. Ils fournissent un cadre de suivi permettant d'établir quels objectifs de la politique formalisée sont atteints et de mettre en avant le progrès réalisé. Parmi des exemples d'objectifs spécifiques à ce sujet figurent notamment le pourcentage de fournisseurs à auditer sur les enjeux de RSE, le pourcentage de fournisseurs devant signer le code de conduite à leur intention, ou le pourcentage d'salariés ou d'acheteurs à former sur les achats responsables. Les objectifs chiffrés d'une politique formalisée peuvent être exprimés en valeur absolue ou relative et doivent être accompagnés d'une date limite de réalisation (ex: nous nous engageons à former 100% de nos acheteurs sur les achats responsables d'ici 2020).

Politique exceptionnelle sur les enjeux d'achats responsables

Informations

Une politique est considérée exceptionnelle lorsque toutes les questions d'achats responsables sont traités par des objectifs qualitatifs et quantitatifs En outre, ces politiques exceptionnelles contiennent de manière exhaustive des éléments organisationnels tels que l'attribution des responsabilités, des mécanismes pour traiter les infractions, un processus de révision formalisé, et une communication de ces politiques à tous les employés et partenaires d'affaire, etc.

Conseils

Une politique est considérée exceptionnelle lorsque toutes les questions d'achats responsables sont traités par des objectifs qualitatifs et quantitatifs, en complément des éléments organisationnels suivants tels que l'attribution des responsabilités, un processus de révision formalisé, et une communication de ces politiques à tous les employés et partenaires d'affaire, etc.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Actions

Le code de conduite RSE pour les fournisseurs est mis en œuvre

Informations

L'entreprise a fourni des documents officiels qui démontrent la mise en place d'un code de conduite RSE à l'intention des fournisseurs.

Conseils

Il existe des preuves de l'existence d'un code de conduite distinct qui décrit les attentes de l'entreprise à l'égard de ses fournisseurs afin qu'ils opèrent de manière responsable du point de vue social et environnemental.

Évaluation des fournisseurs concernant leurs pratiques environnementales et sociales

Informations

L'entreprise a fourni des documents officiels qui démontrent la réalisation d'une évaluation du fournisseur (p. ex., un questionnaire) sur ses pratiques environnementales ou sociales.

Conseils

Il existe des preuves de la réalisation d'une analyse des pratiques RSE d'un fournisseur effectuée à distance via un questionnaire, soit par un tiers, soit directement par le fournisseur sans vérification (c'est-à-dire par auto-évaluation).

Intégration systématique de clauses sociales et environnementales dans les contrats fournisseurs

Informations

L'entreprise a fourni des documents officiels qui démontrent l'intégration de clauses sociales ou environnementales dans les contrats fournisseurs.

Conseils

Il existe des preuves de l'existence de dispositions/clauses dans les contrats commerciaux qui couvrent les pratiques de travail et les enjeux environnementaux et/ou de droits humains qui ne sont pas directement liés à l'objet du contrat dans le but de fixer les attentes en matière de RSE.

Évaluation des risques d'impacts négatifs au niveau RSE dans la chaîne d'approvisionnement

Informations

L'entreprise a fourni des documents officiels qui démontrent l'existence d'un processus d'analyse des risques RSE afin d'identifier les fournisseurs, les produits ou les catégories d'achat qui exposent l'entreprise à des risques RSE.

Conseils

Il existe des preuves de l'existence d'un processus permettant d'identifier les fournisseurs, les produits ou les catégories d'achat qui exposent l'entreprise à des risques RSE. Le résultat de cette analyse des risques démontre si d'autres mesures doivent être prises à l'égard d'un fournisseur, d'un produit ou d'une catégorie d'achat spécifique.

Résultats

Reporting en conformité avec le module de base et le module complet de la norme VSME

Valeur du reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en amont confirmée dans les documents justificatifs

Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en amont

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Reporting avancé sur les problématiques d'achats responsables

Points d'amélioration

© 2026 EcoVadis SAS

Politiques

Faible — La ou les adhésions actuelles en matière d'achats responsables sont trop générales. Un manque de participation à des initiatives sectorielles à fort impact qui traitent des enjeux importants spécifiques au secteur d'activité de l'entreprise est à noter — Action corrective demandé

Actions

Moyenne — Absence de preuve de formation des acheteurs sur les questions sociales et environnementales au sein de la chaîne d'approvisionnement — Action corrective demandé

Informations

L'entreprise ne dispose pas de preuves issues de documents officiels qui démontrent la formation des acheteurs sur les enjeux sociaux et environnementaux au sein de la chaîne d'approvisionnement.

Conseils

Il n'existe aucune preuve concluante de la formation des professionnels de l'approvisionnement au sein de l'entreprise sur les thèmes liés aux achats responsables afin qu'ils comprennent les enjeux sociaux et environnementaux, et leur intégration dans la fonction achats. Cela peut être démontré par des programmes de formation (rapports d'avancement sur la formation, certificats d'achèvement mentionnant le nom de l'entreprise ou matériel de formation).

Moyenne — Absence de preuve d'audits sur site des fournisseurs sur les questions environnementales et sociales — Action corrective demandé

Informations

L'entreprise ne dispose pas de preuves issues de documents officiels qui démontrent la réalisation d'audits sur site des fournisseurs sur des enjeux environnementaux ou sociaux.

Conseils

Il n'existe aucune preuve concluante de l'existence d'instructions à destination des employés ou de processus opérationnel liés aux audits sur site des fournisseurs de l'entreprise, annoncés ou non, permettant de déceler les cas de non-conformité aux exigences obligatoires en matière de RSE.

Faible — No supporting evidence of certification regarding the sustainable procurement theme — Action corrective demandé

Résultats

Faible — Absence de preuve d'assurance ou de vérification externe du reporting RSE — Action corrective demandé

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

10. OBSERVATIONS « VEILLE 360° »

19 août 2026 |

Impact sur le score
Neutre →
valide du 14 sept. 2026 au 19 août 2031

No records found for this company on Compliance Database

Environnement | Social & Droits Humains | Éthique | Achats Responsables

Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, qui ont été identifiées via plus de 10 000 sources de données (dont des ONG, la presse et des syndicats). Les observations « Veille 360° » sont intégrées dans l'évaluation EcoVadis et peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.

EcoVadis est en contact avec les sources internationales suivantes :

- Réseaux et initiatives RSE (par ex. : AccountAbility, Business for Social Responsibility, CSR Europe)
- Syndicats et organisations patronales
- Organisations internationales (par ex. : Nations unies, Cour européenne des droits de l'homme, Pacte Mondial, Organisation internationale du travail, Banque mondiale)
- ONG (par ex. : China Labor Watch, Greenpeace, WWF, Movimento Difesa del Cittadino)
- Instituts de recherche et presse spécialisée (par ex. : CSR Asia, Blacksmith Institute, CorpWatch)

11. COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES

Commentaires additionnels de nos analystes en rapport avec l'évaluation.

Commentaires spécifiques

Depuis la dernière évaluation, le score global a baissé en raison d'un changement relatif à la taille de l'entreprise

Bien que l'entreprise ait mis en place des mesures sur les problématiques d'éthique, les politiques ne sont pas formalisées ou sont seulement partielles.

L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les enjeux environnementaux.

L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les problématiques sociales et liées aux droits de l'Homme.

L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les enjeux d'achats responsables.

12. NOUS CONTACTER

Vous avez des questions ou vous avez besoin d'aide ? Visitez notre centre d'aide sur support.ecovadis.com

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

ANNEXE :

PROFIL DE RISQUE SECTEUR

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

EcoVadis s'appuie sur l'International Standard Industrial Classification of All Economic Activities (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique - ISIC) pour déterminer le secteur d'activité. Il s'agit d'une compilation de toutes les branches d'activité économique globales publiée par la Commission de statistique des Nations unies. Elle vise essentiellement à fournir un ensemble de catégories d'activité pouvant servir à la collecte et l'établissement de statistiques en fonction de ces activités.

Il est possible qu'une entreprise mène des opérations couvrant plus d'un secteur d'activité. Dans ces cas-là, EcoVadis classe les entreprises en fonction de leur principale activité, déterminée par le risque de RSE et / ou le chiffre d'affaires total.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

ACTIVATION DE CRITÈRES PAR THÈME :

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

Environnement

Moyenne	Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre
Non activé	Eau
Non activé	Biodiversité
Non activé	Pollution de l'air
Moyenne	Matières premières, produits chimiques & déchets
Non activé	Utilisation du produit
Non activé	Fin de vie du produit
Non activé	Santé & sécurité des consommateurs
Non activé	Promotion et services environnementaux

Social & Droits de l'Homme

Moyenne	Santé & sécurité des employés
Moyenne	Conditions de travail
Moyenne	Dialogue social
Moyenne	Gestion des carrières & formation
Non activé	Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains
Élevée	Discrimination et harcèlement
Non activé	Droits humains des parties prenantes externes

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés

© 2026 EcoVadis SAS

Éthique

Moyenne	Corruption
Non activé	Pratiques anticoncurrentielles
Moyenne	Gestion responsable de l'information

Achats Responsables

Moyenne	Pratiques environnementales des fournisseurs
Moyenne	Pratiques sociales des fournisseurs

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

PRINCIPAUX ENJEUX RSE

Obtenez une explication qualitative sur les principaux enjeux RSE et les risques associés à Programmation informatique; conseils et activités connexes

Environnement

Importance	Enjeux RSE
Moyenne	Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre

Définition

Énergie produite et consommée (par exemple électricité, combustible, énergies renouvelables) dans le périmètre opérationnel de l'entreprise. Émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre, tels que CO_2, CH_4, N_2O, HFC, PFC and SF□.

Enjeux du secteur d'activité

The nature of the activities in the sector requires a dependence on IT devices, significant office space, and the transport of employees. The use of energy-efficient equipment (e.g. Energy Star labelled), purchase of green/renewable power, and employee awareness programs are additional measures to consider when managing energy consumption in large commercial facilities. In order to reduce GHG emissions from transport, companies engaged in computer programming (as with all businesses) should promote the use of web-based conferencing and eco-friendly transport options for employees.

Non activé	Eau
Non activé	Biodiversité
Non activé	Pollution de l'air
Moyenne	Matières premières, produits chimiques & déchets

Définition

Gestion des matières premières et des produits chimiques ainsi que des déchets non dangereux et dangereux générés par les activités.

Enjeux du secteur d'activité

Waste emissions in this sector, particularly IT and electronics waste, have a significant impact on the environment when not disposed of appropriately. Much of the waste that is generated through systems upgrades, including computer equipment, printer cartridges and toners are subject to stringent regulations (e.g. WEEE in Europe), and therefore should be managed effectively to regulatory compliance requirements. Additional waste streams common for companies engaged in IT related business include paper and other sources of general office waste, all of which should be recycled or disposed of safely. The collection and recycling of e-waste is important for sector sustainability; therefore, IT firms should develop internal waste management awareness programs and recycling systems.

Non activé	Utilisation du produit
Non activé	Fin de vie du produit
Non activé	Santé & sécurité des consommateurs

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Non activé — Promotion et services environnementaux

Social & Droits de l'Homme

Importance	Enjeux RSE
Moyenne	Santé & sécurité des employés

Définition

Concerne les problèmes de santé et de sécurité rencontrés par les employés sur leur lieu de travail, c'est-à-dire pendant les activités et le transport. Inclut les problèmes physiologiques et psychologiques découlant, entre autres, des équipements dangereux, des pratiques de travail et des substances dangereuses.

Enjeux du secteur d'activité

Given that companies engaged in programming, consultancy and related activities have no manufacturing activities, health and safety issues are limited to stress and psychological issues, and repetitive strain due to non-ergonomic work stations. Health and safety programs should be developed that include training employees in stress and ergonomic management to avoid high rates of employee absenteeism.

Moyenne — Conditions de travail

Définition

Concerne les heures de travail, les heures supplémentaires, la rémunération et les avantages sociaux accordés aux employés.

Enjeux du secteur d'activité

According the PwC, given the opportunity, 64% of Millennials (and 66% of non-Millennials) would like to occasionally work from home(3). Apart from standard working conditions applicable to any activity (e.g. working hours, holidays, wages and benefits), companies engaged in computer programming and consulting activities face non-specific issues due to the manufacturing activity involving employees. Measures such as shift allowance, personal & medical insurance can be implemented to improve work/life balance by reducing the consequences of their position in their life outside of work. However, computer programming and consulting companies with operations (contracting discussed in SUP2) in identified high risk countries, particularly India where IT related industries are well developed, should certainly respect local labor laws, but adhere to international norms as they are more rigorous and supportive of workers.

Moyenne — Dialogue social

Définition

Concerne le dialogue social structuré, c'est-à-dire le dialogue social déployé par le biais de représentants élus par les employés et de la négociation collective.

Enjeux du secteur d'activité

The Global poll 2012 led by the International Trade Union Confederation (ITUC) shows that 70% of workers from 13 countries worldwide think current labor laws provide inadequate legal protection on wages and 44% think the legal framework does not ensure reasonable working hours(4). A sound and structured social dialog is thus of importance.

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Moyenne — Gestion des carrières & formation

Définition

Concerne les principales étapes de la carrière, à savoir le recrutement, l'évaluation, la formation et la gestion des licenciements.

Enjeux du secteur d'activité

Although the computer programming sector has a skilled workforce, career management and training is a key issue to maintain a skilled workforce. Training programs should be implemented by companies to address rapid changes occurring in the IT field, particularly developments in data security and management. Human error has been blamed, by some accounts, for 35 percent of data breaches in recent years, which reaffirms the need for professional development programs in companies involved in programming(2). Additionally, career management strategies are important for both companies and employees that want to explore a broad range of fields associated with the IT field.

Non activé — Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains

Élevée — Discrimination et harcèlement

Définition

Concerne la prévention de la discrimination et du harcèlement sur le lieu de travail. La discrimination est définie comme un traitement différent accordé aux personnes en matière d'embauche, de rémunération, de formation, de promotion, de licenciement, en fonction de la race, de l'origine nationale, de la religion, du handicap, du genre, de l'orientation sexuelle, de l'appartenance à un syndicat, de l'affiliation politique ou de l'âge. Le harcèlement peut inclure des abus physiques, psychologiques et verbaux au sein de l'environnement de travail.

Enjeux du secteur d'activité

Non-discrimination policies and practices positively influence workplace motivation and can enhance companies' financial performance. When effective non-discrimination policies are not in place, however, companies risk financial penalties in countries with laws prohibiting discrimination based on personal characteristics. There is a general lack of women in the IT sector companies (5). Given the significant international mobility in this sector, human rights impact assessments should be conducted to identify relevant anti-discrimination regulations and to develop processes that effectively address these issues.

Non activé — Droits humains des parties prenantes externes

Éthique

Importance — Enjeux RSE

Moyenne — Corruption

Définition

Abus du pouvoir confié sur le lieu de travail à des fins d'enrichissement personnel, sous forme de pots-de-vin, de conflits d'intérêts, de fraude ou de blanchiment d'argent.

Enjeux du secteur d'activité

Corruption and bribery issues are major issues for any company, particularly when operating in risk countries. Regulations such as the Foreign Corrupt Practice Act (FCPA) in the US address these issues and make it unlawful to make payments to assist in obtaining or retaining business. Collusion, bribery and conflicts of interest between software manufactures/publishers and large-scale IT consultant firms can undermine sustainable IT program development goals when consultants place the interests of 3rd parties above the interests client's sustainability needs.

Non activé — Pratiques anticoncurrentielles

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Moyenne

Gestion responsable de l'information

Définition

Sécurisation des informations tierces collectées, traitées ou stockées par les entreprises à des fins professionnelles.

Enjeux du secteur d'activité

Companies collect, process and share confidential information belonging to third-parties in order to operate their business. Third-party confidential information includes employee and consumer personal identification information, third parties' intellectual property, and business partner trade secrets. Companies are legally mandated in several jurisdictions to manage third party data responsibly. Breaches of third-party data, including proprietary intellectual property, trade secrets and employee and consumer PII expose companies to operational seizures, financial and reputational impacts caused by stakeholder lawsuits and regulatory penalties. The financial impacts of information security breaches can be both immediate and drawn out over several years, due to possible litigation action by parties who lost confidentiality of their information entrusted to the breached company. The costs of regulatory violations remain severe, and proposed changes to major regulatory frameworks in major countries are likely to impose greater fines. Ponemon Institute estimates the global average cost of a cyber-attack to be US$3.86 million(6). Given the functional access that computer programmers have to customer data streams, companies engaged in computer programming must prioritize data security. Employees hired to perform computer programming are entrusted with information that can expose not only clients to IP theft, but also the clients' customers' data and IP. Investigations into recent customer data security breaches have uncovered the involvement of computer programmers in data theft schemes, though usually internal programmers(7). Companies engaged in computer programming, especially in a consultative capacity, must place an emphasis on data security and privacy in their Codes of Conduct, provide a whistle-blowing system, include data security in employee training, and update systems and processes to meet the ISO 27000 standards.

Achats Responsables

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Pratiques environnementales des fournisseurs

Définition

Intégration des questions environnementales dans la gestion des approvisionnements en plus des considérations d'approvisionnement classique (p. ex. le prix, la qualité, la fiabilité).

Enjeux du secteur d'activité

Due to the significant demand for IT equipment that computer programming companies maintain to perform their job functions, sustainable procurement is important for the sustainability of the industry. Companies engaged in computer programming and other IT activities rely heavily on products that have significant harmful effects on the environment throughout the life cycles of the products. Computer upgrades should therefore take into account environmental impacts by purchasing equipment that has a higher quantity of recyclable parts, low emissions of noise and radiation, and packaging that is easily recyclable or reusable. When available for specific products, companies can verify the specifications and eco-impacts through certification bodies (e.g. Energy-Star).

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Moyenne

Pratiques sociales des fournisseurs

Définition

Intégration des questions sociales et de droits humains dans la gestion des approvisionnements en plus des considérations d'approvisionnement classique (p. ex. le prix, la qualité, la fiabilité).

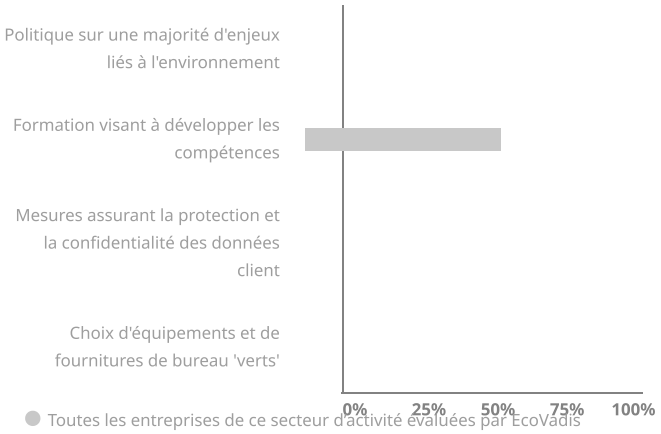
Enjeux du secteur d'activité

The manufacturing process of electronics has, for many years, been a source of substantial labor and human rights abuses, particularly in identified high risk countries. Factory workers are exposed to hazardous chemicals and dangerous machinery that, when located in identified high risk countries, is neglected due to weak local health and safety regulations. To exacerbate the situation at this level of the electronics supply chain, most of the manufacturing for this sector is performed in identified high risk countries. While industry initiatives (notably the Electronics Industry Citizen Coalition) have been developed with the goal of eradicating labor and human rights abuses, issues still remain that require the attention of companies engaged in the IT programming sector in order to gain visibility of their supply chains. External are effective information gathering tools, as are the collaborative efforts to promote whistle-blowing systems.

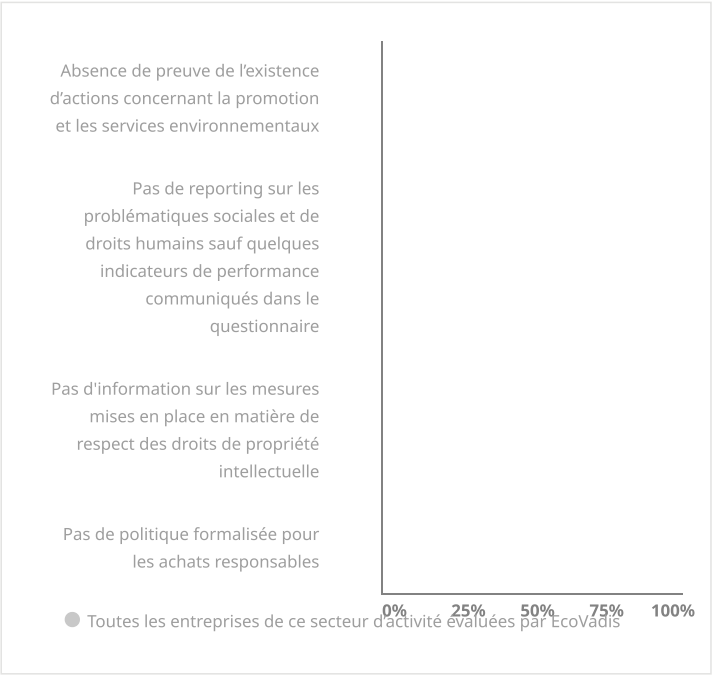
Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Principales forces du secteur d'activité



All companies rated by EcoVadis in this industry



Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Vue d'ensemble des KPI RSE

KPI	Toutes les entreprises de ce secteur d'activité évaluées par EcoVadis
Audit ou évaluation des fournisseurs en matière de RSE	40%
Certification ISO 14001 (concernant au moins un site opérationnel)	39%
Certification ISO 45001/ OHSAS 18001 (concernant au moins un site opérationnel)	26%
Participant au Carbon Disclosure Project (CDP)	10%
Politique d'achats responsables formalisée	48%
Procédure d'alerte mise en place	61%
Reporting sur la consommation d'énergie ou les émissions de GES	59%
Reporting sur les indicateurs de santé et de sécurité	45%
Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies	14%

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Principales réglementations et initiatives

Certification 80 PLUS

http://www.80plus.org/

80 PLUS is an electric utility-funded incentive program to integrate more energy-efficient power supplies into desktop computers and servers.

Environnement

Label de responsabilité sociale des call centers - Association Française de la Relation Client

http://www.afrc.org/pageLibre000100d4.php

Ce "label responsabilité sociale" propose une alternative à une logique axée sur la recherche systématique d'optimisation des coûts.

Social & Droits de l'Homme

The Green Grid

http://www.thegreengrid.org/

The Green Grid Association is a 501(c)6 non-profit, open industry consortium of end users, policy makers, technology providers, facility architects, and utility companies that works to improve the resource efficiency of information technology and data centers throughout the world. With more than 175 member companies around the world, The Green Grid seeks to unite global industry efforts, create a common set of metrics, and develop technical resources and educational tools to further its goals.

Environnement

ISACA - Code of Professional Ethics

http://www.isaca.org/Certification/Code-of-Professional-Ethics/Pages/default.aspx

ISACA is a global network of more than 100,000 members covering a variety of professional IT-related positions. ISACA sets forth a Code of Professional Ethics to guide the professional and personal conduct of members of the association and/or its certification holders.

Éthique

EU directive EuP (Energy using Products)

https://ec.europa.eu/growth/industry/sustainability/sustainable-product-policy-ecodesign_en

Réglementation

The directive 2005/32/EC became law in the European Union on August 2005. The EuP Directive focus on the design phase to improve energy efficiency of energy using products.

Environnement

Label Energy Star

http://www.energystar.gov/

Energy star is a voluntary labeling program designed to identify and promote energy efficient products. It was first created as a United States government program, but Australia, Canada, Japan, New Zealand, Taiwan and the European Union have also adopted the program.

Environnement

Charte de la diversité en entreprise (French Diversity Charter)

http://www.diversity-charter.com/

The Diversity Charter is a written commitment that can be signed by any company, regardless of its size, that wishes to ban discrimination in the workplace and makes a decision to work towards creating diversity.

Social & Droits de l'Homme

Standard ISO 14000 (International Standard Organisation)

http://www.iso.org/iso/iso_14000_essentials

The ISO 14000 family addresses various aspects of environmental management

Environnement

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS

Universal Declaration of Human Rights

http://www.un.org/Overview/rights.html

Réglementation

The Universal Declaration of Human Rights (UDHR) is an advisory declaration adopted by the United Nations General Assembly (10 December 1948)

Social & Droits de l'Homme

Standard OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series)

http://www.ohsas-18001-occupational-health-and-safety.com/index.htm

OHSAS 18000 is an international occupational health and safety management system specification.

Social & Droits de l'Homme

United Nations Convention against Corruption (UNCAC)

http://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/index.html

Réglementation

The UNCAC is the first leg12y binding international anti-corruption instrument. In its 8 Chapters and 71 Articles, the UNCAC obliges its States Parties to implement a wide and detailed range of anti-corruption measures affecting their laws, institutions and practices.

Éthique

OECD guidelines for multinational enterprises

http://www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34889_1_1_1_1_1,00.html

The Guidelines are recommendations addressed by governments to multinational enterprises operating in or from adhering countries. They provide voluntary principles and standards for responsible business conduct in a variety of areas including employment and industrial relations, human rights, environment, information disclosure, combating bribery, consumer interests, science and technology, competition, and taxation.

Tous les thèmes

Standard ISO 26000 (International Standard Organisation)

http://www.iso.org/iso/pressrelease.htm?refid=Ref972

The future International Standard ISO 26000, Guidance on social responsibility, will provide harmonized, glob12y relevant guidance based on international consensus among expert representatives of the main stakeholder groups and so encourage the implementation of best practice in social responsibility worldwide.

Tous les thèmes

International Labor Organization's Fundamental Conventions

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_095895.pdf

Réglementation

The Governing Body of the International Labour Office has identified eight Conventions as fundamental to the rights of human beings at work. These rights are a precondition for 12 the others in that they provide a necessary framework from which to strive freely for the improvement of individual and collective conditions of work.

Social & Droits de l'Homme

Foreign Corrupt Practices Act of 1977

http://www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa/

Réglementation

The Foreign Corrupt Practices Act of 1977 (FCPA) prohibits payments, gifts, or Practices Act contributions to officials or employees of any foreign government or government-owned business for the purpose of getting or retaining business.

Éthique

United Nations Global Compact (10 principles)

http://www.unglobalcompact.org/AboutTheGC/TheTenPrinciples/index.html

The Global Compact asks companies to embrace, support and enact, within their sphere of influence, a set of ten principles in the areas of human rights, labour standards, the environment, and anti-corruption:

Tous les thèmes

Standard Global Reporting Initiative's (GRI)

http://www.globalreporting.org/Home

The GRI is a network-based organization, that has set out the principles and indicators that organizations can use to measure and report their economic, environmental, and social performance.

Tous les thèmes

Carbon disclosure project

https://www.cdp.net

CDP is an international, not-for-profit organization providing the only global system for companies and cities to measure, disclose, manage and share vital environmental information.

Environnement

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés

© 2026 EcoVadis SAS

Sources

1- Towards Green ICT Strategies: Assessing Policies and Programmes on ICT and the Environment

http://www.oecd.org/internet/ieconomy/42825130.pdf

2- 2013 Cost of Data Breach Study: Global Analysis

https://www4.symantec.com/mktginfo/whitepaper/053013_GL_NA_WP_Ponemon-2013-Cost-of-a-Data-Breach-Report_daiNA_cta72382.pdf

3- Missed Alarms and 40 Million Stolen Credit Card Numbers: How Target Blew It

http://www.businessweek.com/articles/2014-03-13/target-missed-alarms-in-epic-hack-of-credit-card-data

4- Millennial Workers Want Greater Flexibility, Work/Life Balance, Global Opportunities

http://press.pwc.com/global/nextgen-global-generational-study/s/376ce2a9-1769-46f2-a228-8b97d252f660

5- ITUC Global Poll 2012

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/itucreport_2012.pdf

6- IT gender gap: Where are the female programmers?

http://www.techrepublic.com/blog/software-engineer/it-gender-gap-where-are-the-female-programmers/

7- Workplace Violence and Harassment: a European Picture

https://osha.europa.eu/en/publications/reports/violence-harassment-TERO09010ENC/

8- Larry Ponemon, 2018, Calculating the Cost of a Data Breach in 2018, the Age of AI and the IoT.

https://securityintelligence.com/ponemon-cost-of-a-data-breach-2018/

9- Banking's Data Security Crisis, 2008, The Forbes.

http://www.forbes.com/2008/11/21/data-breaches-cybertheft-identity08-tech-cx_ag_1121breaches.html

Copyright © 2026 EcoVadis ® - Tous droits réservés
www.ecovadis.com | +33 (0) 1 82 28 88 88 | support@ecovadis.com

© 2026 EcoVadis SAS